

**Intervention de Pierre Mauroy
Séminaire de la Fondation Jean-Jaurès
Les mutations de l'économie américaine
Maison de la Chimie, 23 juin 1993**

Avec mon intervention aurait du s'achever le séminaire sur *les mutations de l'économie américaine*. L'ordre du jour voulait par conséquent que je conclue. Tel ne sera pas, pourtant, l'objet de mon propos. D'une part, des contraintes involontaires d'emploi du temps m'ont fait avancer mon propos. D'autre part, les spécialistes les plus éminents se sont succédé et leurs interventions se suffisent à elles-mêmes. Un tel thème requiert davantage la poursuite de la réflexion qu'il ne saurait appeler une conclusion.

Mes propres réflexions seront celles d'un acteur et responsable politique assumant la présidence de l'Internationale Socialiste et d'une Fondation à caractère international. Dans un registre par conséquent différent de la plupart des interventions qui m'ont précédées mais c'est, je crois, cette confrontation entre analyses d'experts et de politiques qui fait la richesse d'un tel séminaire.

Ce séminaire, nous en avions décidé la tenue avec une volonté et un espoir.

La volonté, c'est que les politiques se réapproprient l'économie et que leurs décisions soient prises après avoir débattu avec des experts de toutes sensibilités et de toutes nationalités.

L'espoir, c'est que l'élection de Bill Clinton, que la gauche a accueilli avec sympathie en novembre dernier, marque le point de départ d'un tournant, voire d'un renversement idéologique.

Les années 80 ont été les années de ce que l'on a appelé le "néo-libéralisme". Elles ont été en fait des années de réaction - au sens littéral du mot - tant sur le plan intellectuel que sur celui des théories économiques. Elles ont conduit dans les pays où elles ont été expérimentées à l'état brut, c'est à dire en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, à une régression sociale malheureusement trop évidente.

Que seront les années 90 ? Nul ne peut encore l'affirmer. Je sais que vous en avez débattu hier. En réaffirmant l'importance de l'Etat, de la protection sociale, des infrastructures, des politiques structurelles, Bill Clinton a suscité l'espoir d'un tournant. Avec le traité de Maastricht, la Communauté européenne a, elle aussi, opté pour une construction politique. Une construction sans doute pas encore suffisamment démocratique et sociale mais qui n'est pas non plus limitée à un simple espace de libre-échange. A l'Est, beaucoup de pays avancent avec résolution dans la voie du marché, sans toujours en mesurer les limites et les contraintes, encore persuadés que le choix est seulement entre Margaret Thatcher et Leonid Brejnev !

Bref, alors que le monde hésite, et compte tenu à la fois de l'influence idéologique et de l'importance économique des Etats-Unis, il nous a paru utile de nous intéresser aux mutations de l'économie américaine.

Et pourtant, après ces deux jours de séminaire, chacun en est j'en suis sûr convaincu, il ne s'agit pas seulement d'évoquer ici les Etats-Unis ni même exclusivement l'économie tant il est vrai que ce sont les problèmes de l'ensemble du monde qui sont en question.

Ils sont d'ailleurs en question à un moment très particulier que l'on continue par habitude, par conformisme, à qualifier de crise alors même que le mot ne décrit qu'imparfaitement la réalité d'aujourd'hui. Nous vivons en effet avant tout une grande mutation, ce qu'un philosophe a appelé "la grande transformation".

Cette mutation a une cause : la révolution technologique et scientifique. Elle a aussi une conséquence : la mondialisation de toutes nos économies, dont avons senti les effets positifs mais dont nous sentons aussi les dangers et les limites.

Au-delà de la France, au delà de l'Europe ou des Etats-Unis, le monde, aujourd'hui, va mal. Il est, ici, rongé par un chômage qui s'étend et menace chaque jour de nouvelles catégories sociales. Il est, ailleurs, miné par le sous-développement et l'endettement qui provoquent misères, souffrances et humiliation. Il est, partout, frappé par une panne de la croissance qui n'a sans doute pas d'équivalent au cours de cette moitié de siècle.

Comme toujours dans une telle situation, les avenir possibles sont multiples. Comme toujours, des choix stratégiques doivent être faits. Comme toujours aussi des tentations de régression existent - sur le plan économique mais aussi sur le plan des moeurs, des idées, des valeurs -. Que ces tentations s'appellent protectionnisme ou hyper-libéralisme, elles doivent être conjurées.

Le protectionnisme frileux n'est pas notre choix. Il ne présage d'ailleurs généralement rien de bon. Le libre-échange naïf n'emporte pas davantage notre adhésion. La fable du renard libre dans le poulailler libre a suscité depuis bien longtemps nos critiques.

Ce débat, nous l'abordons sans doute avec des interrogations mais aussi avec de solides certitudes.

Première certitude : le développement du commerce international a historiquement favorisé la croissance. Les cinquante dernières années ont été marquées par un développement de la production sans précédent - c'est ce que l'on a appelé en France les *trente glorieuses* - et dans le même temps, par un développement du commerce mondial lui aussi sans précédent : les exportations mondiales étaient estimées à 60 milliards de dollars en 1948 ; elles sont aujourd'hui proches de 3000 milliards de dollars. C'est un acquis que nous voulons préserver et même étendre.

Inversement, les périodes de dépression ont souvent été accompagnées de mesures protectionnistes qui ne faisaient qu'amplifier les difficultés. C'est d'ailleurs précisément au moment où les Etats ont cédé à cette tentation que la crise de 29 est devenue incontrôlable.

Deuxième certitude : la vraie question qui est posée aujourd'hui n'est pas de savoir comment instaurer un libre échange pur et parfait qui a d'ailleurs été proné dans les textes sans jamais être réalisé dans les faits.

Sans doute les droits de douane ont-ils été abaissés. Mais, de multiples pratiques sont venues limiter un libre-échange que tous les pays - sans exception - contournent en instaurant des normes, en concluant des accords bilatéraux, en accordant des subventions.

Non, la vraie question porte sur le point de savoir si le développement du commerce international suppose davantage de libre échange ou davantage de règles. Ma conviction est faite : je crois que bien des révisions doivent être opérées aujourd'hui, notamment au niveau de la Communauté européenne, qui a eu tort de trop se fier au libre-échangisme des autres.

Troisième certitude : le statu quo, c'est à dire la poursuite de la ligne de la plus grande pente, comporte aujourd'hui les risques les plus redoutables.

Le libre-échange suppose en effet une concurrence équitable. Mais c'est le dumping, c'est à dire une concurrence déloyale, qui règne le plus souvent et sous les formes les plus diverses.

Dumping social bien évidemment qui voient s'affronter sur le même marché des pays dont les niveaux de salaires renvoient non seulement à des niveaux mais pratiquement à des époques qui n'ont rien de comparables.

Dumping monétaire avec la multiplication de dévaluations compétitives dans un monde où, après l'effondrement du système monétaire international et à la notable exception de la communauté européenne, ne règne plus aucune stabilité, au détriment du plus grand nombre.

Dumping écologique aussi avec des normes de protection de l'environnement qui sont tout à la fois une nécessité pour l'humanité, mais aussi parfois un moyen de domination pour les pays riches, et de concurrence déloyale pour les pays pauvres.

Dumping institutionnel enfin puisque des pays se targuent aujourd'hui d'offrir aux entreprises des législations qui ne reconnaissent ni droit de grève, ni droits syndicaux.

De ces quatre types de dumping, de ce carré maudit, chaque pays croient profiter et c'est d'ailleurs l'Europe qui en profite le moins. Mais ce sont tous les pays qui, à terme, ont à y perdre tant les chocs en retour risquent d'être violents.

Quelles conclusions peut-on tirer de ces certitudes et surtout, quels objectifs peut-on et doit-on poursuivre ? J'en fixerais pour ma part trois.

Premier objectif : la croissance. Le monde est entré en récession. Il doit retrouver la croissance, même si cette croissance doit être différente de celle que nous avons connue jusqu'à là, plus riche en emplois, plus respectueuse de l'environnement, en un mot plus qualitative.

Ce combat-là n'est à la portée d'aucun pays seul. Les solutions qui nous avaient permis hier de sortir de la crise des années trente ne sont plus, telles qu'elles, opératoires. Les relances keynésiennes engagées dans un seul pays restent sans effet lorsque le cadre de l'Etat-nation est dépassé : elles creusent les déficits budgétaires et commerciaux sans restaurer la croissance.

C'est sans doute au niveau des pays les plus industrialisés, au niveau de ce que l'on appelle le G7 ou de la Communauté européenne que ces relances peuvent être défendues puis engagées. Les propositions de Jacques Delors s'inscrivent dans cette perspective et je me félicite vivement que, au moment où l'on s'achemine vers les vingt millions de chômeurs, ce soient l'ambition et la détermination qui l'aient emporté lors du sommet de Copenhague.

Si c'est au niveau européen que la croissance doit être recherchée, cela ne veut pas pour autant dire que nous devons, dans chacun de nos pays, mener des politiques qui, directement ou indirectement, aggravent la récession. Bien au contraire !

Je sais pour avoir pris les mesures les plus rigoureuses de ces quarante dernières années avec le blocage des prix et des salaires en 1982 ce que rigueur veut dire. Je sais aussi qu'il ne faut pas confondre les situations. Appuyer sur le frein lorsque la machine excède nos capacités - comme en 1982 - c'est salutaire. Lorsqu'elle marche au ralenti - comme aujourd'hui - c'est dangereux. En économie, le surplace prolongé est aussi périlleux que l'excès de vitesse.

Deuxième objectif : le développement des pays pauvres. Nous ne pouvons pas nous indignier devant les images de la Somalie, écarter en France toute nouvelle immigration et, dans le même temps, préconiser des mesures qui interdisent aux pays du Tiers-Monde de décoller.

Au-delà de l'argument moral, de l'argument social, de l'argument humanitaire, chacun doit être bien convaincu que l'intérêt de tous commande de donner au Sud ses chances.

Voilà pourquoi je souhaite que le cycle de négociations sur le commerce international se traduise par un succès. Cela permettra de donner un coup de fouet à la croissance mondiale. Cela permettra aux pays pauvres d'accéder à de nouveaux marchés. J'ajoute que cela permettra à la France de développer ses exportations dans le domaine des services pour lesquels elle est déjà le deuxième exportateur mondial.

Encore faut-il fixer un certain nombre de conditions qui rendent acceptable cet accord et j'en viens au troisième objectif : le respect de la justice sociale et tout simplement de la dignité humaine.

C'est là où le GATT montre une cruelle impuissance. Une impuissance qui s'explique d'ailleurs parce que le GATT est né historiquement du refus de mettre en place une véritable Organisation Internationale du Commerce.

Il faut aujourd'hui saisir la chance que nous avons manquée après la seconde guerre mondiale en jetant les bases d'une véritable organisation du commerce qui définisse des critères autres que purement économiques et qui aient les moyens d'en garantir le respect aussi bien à l'égard des faibles que des forts.

Nous ne pouvons plus nous contenter du simple accord sur les tarifs qui s'y est substitué. Il faut réviser fondamentalement cette conception: l'interdiction du travail des enfants, de la liberté syndicale, des horaires inhumains ou des salaires misérables ne se négocient pas. Ils doivent être interdits ou combattus en soi, mais aussi parce que, en pervertissant le commerce international, ils risquent de nous faire entrer dans un engrenage qui menacerait d'emporter toutes nos sociétés.

Le meilleur moyen pour recréer des conditions d'échanges plus équitables consisterait bien entendu à intégrer des clauses sociales dans les accords du GATT. Je ne sais si, au stade où nous en sommes, nous saurons convaincre mais je suis persuadé en tous cas qu'il y a là une idée majeure.

Appliquée avec trop de zèle, elle ne serait que le paravent commode de visées protectionnistes. Appliquée avec laxisme, elle ne serait qu'un alibi médiocre pour tous les conservateurs qui croient encore pertinents d'opposer progrès social et développement économique. Appliquée en revanche avec intelligence, elle peut faire davantage pour un développement équilibré de ce que l'on appelle encore improprement le Tiers-Monde que bien des appels qui ont pu être légitimement lancés en faveur de l'aide publique au développement.

Dans cette direction, l'idée d'imposer des normes sociales, en créant par exemple aux frontières communautaires une "socio-taxe" mérite d'être approfondie. A condition qu'il soit bien clair que le produit doit être reversé à un fond des développement pour les Etats les moins avancés ou à des actions d'intérêt général, comme la sûreté nucléaire ou l'environnement.

Ayant ainsi défini les différents objectifs qu'il me paraît opportun de se fixer dans ce débat, je crois avoir par là même dessiné les clivages qui peuvent exister tant en France que dans le reste du monde.

Nous sommes pour la construction d'un grand ensemble européen qui soit à la fois capable de défendre ses valeurs et qui, loin de se limiter à la seule union économique et monétaire, soit demain plus sociale et plus démocratique.

Nous sommes résolument pour le commerce international, pour le multilatéralisme : c'est un facteur de développement et de croissance.

Nous sommes pour un commerce international organisé par une véritable organisation universelle : c'est le seul moyen de sauvegarder non pas les avantages de pays riches mais un modèle de civilisation qui reste un objectif dans les pays pauvres eux-mêmes.

Nous sommes pour un commerce international négocié entre les grands ensembles économiques : c'est une exigence de réalisme et d'efficacité.

Nous sommes en un mot - car c'est bien de cela qu'il s'agit - pour l'économie de marché ... mais pour un marché dont les effets pervers sont combattus et dont le champ est encadré.

Nous sommes par conséquent, je crois, des sociaux démocrates, adaptés à leur temps mais fidèles aussi aux valeurs de la social démocratie de toujours.